

L'ambassadeur américain, Robert Yamate, et le Premier ministre, Jean Ravelonarivo

Un pays en éternel voie de sous-développement comme Madagascar peut-il refuser toute aide financière de nos jours ? Certes, non. Et le monde entier trouve çà normal, en fermant les yeux

sur les vraies racines qui ont fait

de cette Grande île de l'océan Indien, le pays le plus pauvre de la planète. Et ce sont les Malgaches eux-mêmes qui râlent dans les coulisses de la récrimination hypocrite, alors qu'ils se complaisent et se plaisent à applaudir, par exemple, l'Agoa qui ne mènera jamais leur Nation vers un développement économique réel et durable

. A titre d'exemple, je prendrais le cas des Etats-Unis

d'Amérique, nation censée être la plus puissante de la planète.

Tout récemment, l'ambassadeur américain Robert Yamate a rendu une visite chez le Premier ministre choisi, Jean Ravelonarivo. Selon le communiqué de presse officiel, « il a manifesté la volonté des États-Unis d'Amérique de renforcer et d'améliorer la coopération entre les deux pays. D'ailleurs, l'aide budgétaire destinée à la Grande île a été augmentée de 12.000.000 de dollars, c'est-à-dire 75.000.000 de dollars au lieu des 63.000.000 millions de dollars prévus. Il a affirmé que les États-Unis ont également l'intention d'aider Madagascar dans la lutte contre la sécheresse et la malnutrition dans le sud »

Et les tenants du pouvoir ainsi que certains journalistes «*sakaizan'ny mpandresy*» (amis des vainqueurs) en font une

«*victoire*»

. Leur raisonnement étant totalement envahi par l'esprit du colonisé, ils ne se rendent pas compte que cette

«*aide*»

perpétue cet état de peuple mendiant survivant sur des richesses incommensurables. Comme si la sécheresse et la malnutrition n'avaient fait leur apparition qu'en cette année 2015 sous Hery Rajao Ier (et dernier).

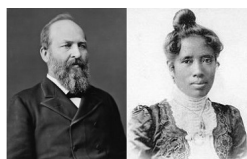
Si les Etats-Unis avaient sincèrement «*l'intention d'aider Madagascar dans la lutte contre la sécheresse et la malnutrition dans le sud*»,

un authentique plan Marshall aurait du être mis en action depuis des décennies. Avec, par exemple : travaux de forage profond ; installation de pipe-line drainant les eaux aux alentours de ce que j'ai déjà appelé

«*Royaume du kere*»

(l'Androy en particulier); construction de barrages et reboisement massif pour atténuer les effets d'ensablement.

Mais c'est comme s'il était écrit quelque part que Madagascar, ancien pays colonisé par la France, ne mérite pas ce genre de réel développement et doit rester en l'état. C'est-à-dire tributaire des miettes d'un pain croustillant partagé par les nations blanches, n'ayons pas peur de l'adjectif.



James Garfield
Ranavalona III
Ulysses S. Grant, James Garfield, Rutherford B. Hayes and Chester A. Arthur were the US Presidents when Ranavalona III of Madagascar was a teenager.
www.madagascar.com

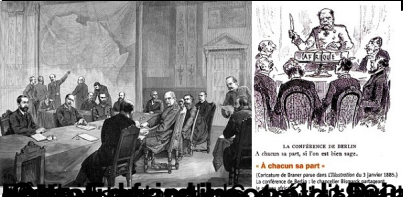
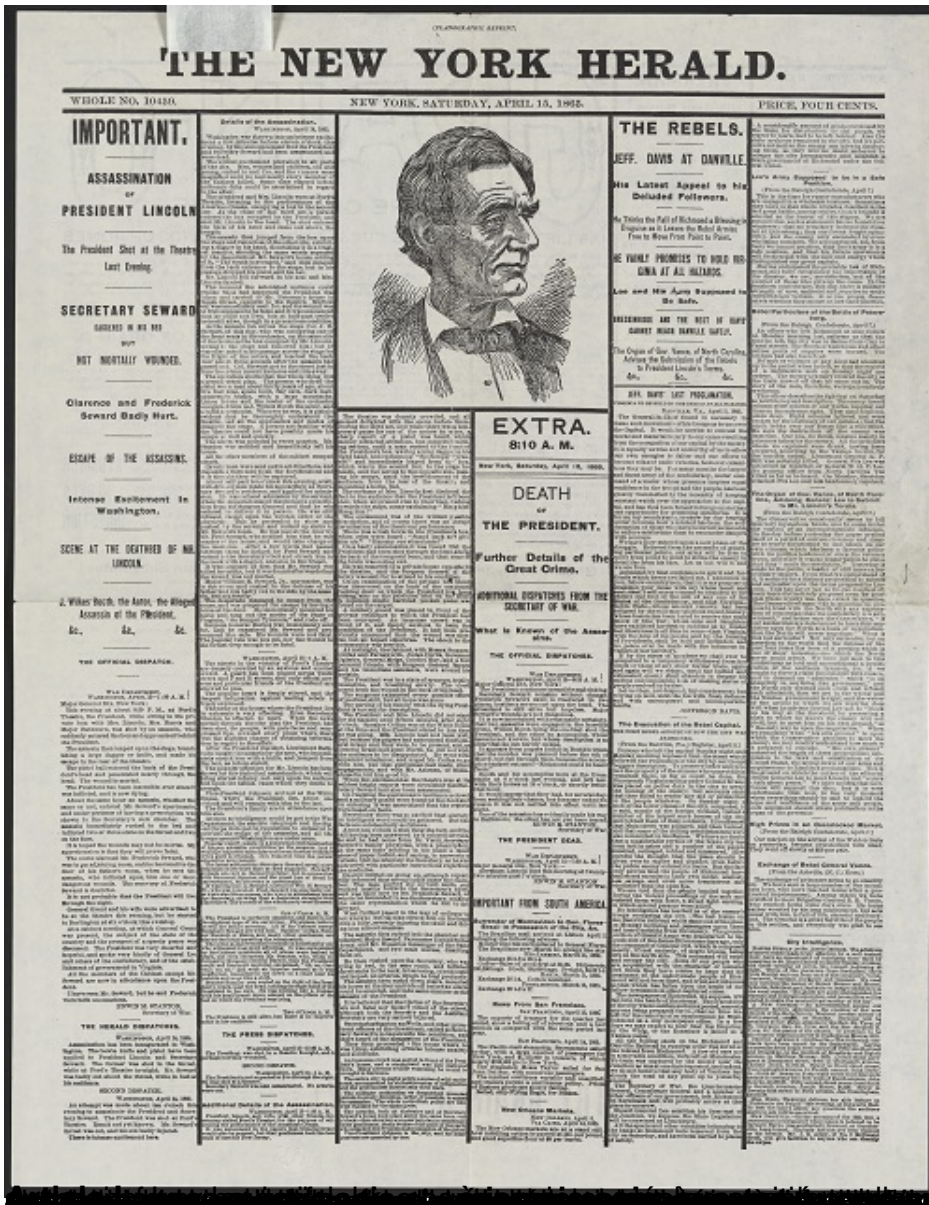
Pourquoi avoir pris l'exemple des U.S.A. ? Tout simplement parce que les premières relations entre Madagascar et le pays d'Obama remontent en 1862, en pleine guerre de sécession. A l'époque, les deux nations étaient sur le même pied d'égalité en tous points. A cette époque précise, la Reine de Madagascar, Ranavalona III, et James Abram Garfield, 20ème président des États-Unis d'Amérique (assassiné le 4 mars 1881) étaient les «*leaders*». Mais il aura fallu attendre le 23 juin 1866 pour voir la mise en place d'un Consulat américain à Toamasina.

Le 14 février 1867 est signé un « **Traité de paix et d'amitié**» entre les deux nations à Antananarivo, ratifié le 8 juillet 1868. Mieux encore, le 22 juin 1870, un acte avait étendu les pouvoirs judiciaires des agents américains sur tout Madagascar, ratifié par le Sénat américain le 2 février 1883.



De g. à dr., de haut en bas: Tacchi, Andrianisa, Ranjalahy, Rabibisoa, Ravoninahitriniarivo et Ramaniraka. Photo tirée de l'ouvrage « **Colline sacrée des souverains de Madagascar» de Suzanne Razafy-Andriamihaino**

Le 3 mars 1883, une mission diplomatique malgache arrive à Washington, dirigé par le ministre Ravoninahitriniarivo. Ci-après des extraits traduits du « **Traité de paix et d'amitié**» paru dans le journal *The New York Herald*, en date du 1^{er} mars 1883 :



LA CONFÉRENCE DE BRUXELLES
A chacun sa part -
Conférence de Bruxelles pour l'indépendance de Madagascar (1815-1898)



Les présidents de Madagascar élus, de l'indépendance à ce mois de mai 2015

